Fiche action pour l'Algérie

1. IDENTIFICATION

Intitulé	Programme d'Appui à la mise en œuvre de l'Accord d'association (P3A II)		
Coût total	24 millions d'euros		
Méthode d'assistance / Mode de gestion	Approche projet – gestion partiellement décentralisée		
Code CAD	15110	Secteur	Administration gouvernementale

2. MOTIF

2.1. Contexte sectoriel

L'Accord d'Association (AA), signé le 22 avril 2005 entre la Union européenne et la République Algérienne Démocratique et Populaire, est entré en vigueur le 1^{er} septembre 2005. L'AA constitue le cadre juridique régissant les relations entre les parties en matière politique, économique et commerciale, sociale et culturelle. Cet accord prévoit notamment les obligations pour chacune des parties, souvent assorties d'échéances.

La République Algérienne Démocratique et Populaire a entamé la mise en œuvre de cet accord dès la finalisation des procédures de ratification par les deux parties. A ce titre, elle a engagé un important effort de modernisation de son économie pour lui permettre de faire face à l'ouverture et à la concurrence résultant de l'instauration progressive d'une zone de libre échange avec l'Union européenne prévue par l'article 6 de l'AA.

L'Algérie et l'Union européenne, par le biais du Conseil d'Association, organe de mise en œuvre de l'AA, ont mis en place différentes structures de suivi de l'AA dont notamment six Sous-Comités et deux groupes de travail. Ces Sous-Comités et groupes techniques couvrant les différents domaines de l'AA, ont pour but de renforcer la coopération bilatérale et de permettre de mieux déterminer le calendrier, les modalités et les priorités de sa mise en œuvre.

De même, afin de renforcer davantage le potentiel de l'AA et d'approfondir le partenariat euro-algérien, des domaines prioritaires d'intérêt mutuel ont été identifiés en septembre 2008 dans une Feuille de route d'accompagnement de l'AA.

Dans ce contexte, l'UE finance depuis 2007 un Programme d'Appui à la mise en œuvre de l'Accord d'Association (P3A I) doté de 10 millions d'euros. Ce programme est conçu pour appuyer l'administration algérienne et toutes les institutions contribuant à la mise en œuvre de l'AA, en apportant à celles-ci l'expertise et les

outils de travail nécessaires à la réalisation des objectifs de l'Accord. Le P3A I cible prioritairement les volets économiques et commerciaux de l'AA.

Le programme indicatif National 2007-2010, prévoit un deuxième programme d'Appui à la mise en œuvre de l'Accord d'Association (P3A II) doté de 24 millions d'euros.

2.2. Enseignements tirés

Les activités du P3A I ont commencé à la mi-2008 avec des activités préparatoires et notamment la mise en place d'un réseau de points focaux P3A au sein des principales administrations algériennes. En mars 2009 l'Unité de Gestion du Projet (UGP) a pris fonction sous la tutelle du Ministère du Commerce, responsable de la mise en œuvre du programme. Compte tenu de cette mise en œuvre récente, aucune évaluation officielle n'est encore disponible. Néanmoins, un premier monitoring effectué en novembre 2009 constate que les premiers résultats très positifs observés confirment la validité de l'approche et l'intérêt manifeste des administrations algériennes à bénéficier de jumelages institutionnels. Plusieurs projets de jumelage ont été identifiés dans des domaines tels que la fiscalité, l'évaluation de la conformité, la qualité de l'eau et l'artisanat. Les appels à propositions y afférents sont en cours.

Cette première phase va également faciliter le démarrage du nouveau programme proposé en identifiant déjà un certain nombre de domaines d'actions en relation avec les besoins exprimés par les administrations bénéficiaires. A l'heure actuelle, 10 projets ont été soumis à l'UGP et sont en cours d'identification ou de formulation.

Le P3A II s'appuie sur les acquis du P3A I et sur les structures établies. Compte tenu de l'expérience très positive du recours à de l'assistance technique hautement qualifiée pour appuyer la préparation des fiches de jumelage, cette pratique sera poursuivie, bien que dans des proportions plus restreintes.

2.3. Actions complémentaires

Le P3A est directement associé au programme TAIEX (Technical Assistance Information Exchange) qui a pour objectif d'aider les pays bénéficiaires en matière de rapprochement, d'application et d'exécution de la législation de l'UE. Principalement tourné vers la demande, il canalise les demandes d'assistance et contribue à fournir de l'expertise publique des EM pour répondre aux problèmes à court terme. Les autorités algériennes sont fort demandeuses de l'assistance TAIEX (16 requêtes en 2009 et 12 pendant le premier trimestre 2010), en forte complémentarité avec l'instrument du Jumelage.

D'autres programmes bilatéraux en cours visant à favoriser la transition économique de l'Algérie contribuent indirectement à son rapprochement avec l'UE. Il s'agit des programmes d'appuis aux PME I & II, Management de l'économie, Diversification de l'économie (DIVECO), Facilitation du Commerce (FACICO).

La Commission Européenne s'assure autant que possible de la complémentarité des jumelages avec les autres programmes de coopération et notamment avec ceux pouvant soutenir les mêmes institutions. L'UGP située au sein du Ministère du Commerce apporte sa contribution à cet effet.

2.4. Coordination des bailleurs de fonds

De par la nature du P3A, la coordination avec les bailleurs de fonds est indispensable. Il est en effet intrinsèquement un projet de partenariat avec les Etats Membres (EM) de l'UE puisque les jumelages sont exécutés par les administrations des EM ayant remporté un des appel à propositions. Aussi, dans le cadre du programme, il est demandé aux experts apportant une assistance technique ainsi qu'aux experts au sein des jumelages de s'informer des actions des autres bailleurs afin d'éviter les doublons et d'harmoniser l'aide apportée. Les EM sont également informés des actions du P3A à diverses occasions par le biais des Ambassades, Agences de développement et Points de contact nationaux.

3. DESCRIPTION

3.1. Objectifs

L'objectif général est de favoriser la réussite du partenariat engagé entre l'Union Européenne et la République Algérienne Démocratique et Populaire en soutenant les efforts de l'administration algérienne pour assurer la mise en œuvre de l'AA dans tous ses volets.

L'objectif spécifique est d'appuyer l'administration et toutes les institutions publiques algériennes contribuant à la mise en œuvre de l'AA et de la Feuille de route d'accompagnement en apportant à celles-ci l'expertise, l'assistance technique et les outils de travail nécessaires à la réalisation des objectifs et au respect des obligations fixées dans l'AA.

3.2. Résultats escomptés et principales activités

Ce programme est un programme cadre, destiné à financer essentiellement la mise en œuvre de jumelages institutionnels. Grâce à ces derniers, les administrations bénéficient d'expertises publiques d'un (ou plusieurs) Etats-membres de l'UE pour la mise en œuvre de dispositions de l'AA et des priorités de la Feuille de route. Pour chaque projet, les deux administrations "jumelles" s'engagent à atteindre des résultats concrets et mesurables à travers un contrat de jumelage. A l'issue du projet, le système visé doit être mis à niveau et adapté et il doit fonctionner sous la seule responsabilité et avec les moyens du bénéficiaire.

Ces projets de jumelages institutionnels pourront également être complétés par des projets d'assistance technique (AT), financés par le programme. Ceux-ci permettent notamment de réaliser des études thématiques spécifiques et les missions d'identification et de formulation de futurs projets de jumelage ou d'assistance technique.

Ce programme intervient selon une approche orientée vers la demande, et les secteurs d'intervention retenus sont reportés dans les rapports d'activités et dans les devis-programmes. A ce jour, différents domaines qui pourraient faire l'objet de jumelages institutionnels à financer par ce programme ont déjà été identifiés de manière indicative et comprennent, par exemple :

- Le renforcement du cadre juridique et réglementaire;
- Le renforcement des capacités institutionnelles des autorités algériennes, par exemple dans le domaine de la comptabilité, de la régulation, de la planification et décision stratégique, des méthodes de suivi et contrôle, de la statistique, des défenses commerciales, de l'intelligence économique et de l'accréditation ;
- L'amélioration de la visibilité et de l'information sur l'Accord d'Association.

Critères d'éligibilité des actions à financer :

- lien direct avec la mise en œuvre de l'Accord d'Association et de la Feuille de route;
- cohérence des actions avec d'autres activités/actions en cours ou prévues dans le cadre d'autres projets de coopération ;
- conformité avec les orientations dégagées par les instances de concertation euro-méditerranéennes.

3.3. Parties prenantes

Le Ministère du Commerce est responsable de la mise en œuvre du programme. La gestion quotidienne de celui-ci est assurée par une Unité de Gestion du Programme (UGP) qui travaille sous la tutelle de ce Ministère. Cette UGP, créée dans le cadre du P3A I œuvre sous la direction d'un "Comité de Pilotage" (COPIL). Ce COPIL est composé d'un représentant du Ministère du Commerce, d'un représentant du Ministère des Affaires étrangères (MAE), ainsi que d'un représentant de la Délégation de l'UE en Algérie. D'autres Ministères et organismes peuvent être invités à participer au Comité de pilotage comme observateurs, en fonction de l'ordre du jour discuté.

Les groupes cibles sont les administrations algériennes (ministères et autres organismes publics) concernées par la mise en œuvre de l'AA. Chaque administration a désigné un "point focal" chargé de la coordination et de la mise en œuvre technique des activités demandées par leur administration respective.

3.4. Risques et hypothèses

Le programme repose sur les hypothèses suivantes:

- La détermination du Gouvernement algérien à poursuivre de manière cohérente et résolue la mise en œuvre de l'AA en fonction des priorités identifiées dans la Feuille de route.
- Un intérêt et une demande continue des administrations algériennes pour des jumelages institutionnels.
- L'intérêt d'un nombre important d'Etats membres de l'UE à développer des jumelages avec l'Algérie.

Les principaux risques sont:

- L'insuffisance de l'appropriation effective par les administrations partenaires de l'assistance reçue.
- la faiblesse des processus de consolidation au sein de l'administration post intervention.
- Un manque d'intérêt de la part des Etats membres de l'UE à conclure des jumelages institutionnels et des difficultés à mobiliser de l'expertise souhaitant se délocaliser en Algérie.

3.5. Questions transversales

Outre la possibilité réelle d'avoir des projets de jumelage dans le domaine de l'environnement, les questions transversales d'égalité des genres, de bonne gouvernance et droits de l'homme feront l'objet d'une attention particulière dans l'élaboration et la mise en œuvre de l'ensemble des projets de jumelage.

4. QUESTIONS DE MISE EN ŒUVRE

4.1. Méthode de mise en œuvre

Le programme sera mis en œuvre de façon partiellement décentralisée via la signature d'une convention de financement avec l'Algérie.

La mise en œuvre du programme sera assurée par le Ministère du Commerce (MdC) de façon décentralisée, à l'exception des contrats d'assistance technique principale, d'audits et d'évaluations, dont la contractualisation sera assurée par la Commission. La Commission exerce un contrôle ex ante de toutes les procédures de passation de marchés sauf dans les cas où les devis-programmes s'appliquent, pour lesquels la Commission exerce un contrôle ex ante pour les marchés publics de plus 50 000 d'euros et peut exercer un contrôle ex post pour ceux ne dépassant pas 50 000 d'euros. La Commission exerce un contrôle ex ante de toutes les procédures d'attribution de subvention.

Les paiements sont exécutés par la Commission, sauf dans les cas où les devis-programmes s'appliquent, pour lesquels les paiements sont exécutés par le pays bénéficiaire pour les coûts de fonctionnement et les contrats dont le montant ne dépasse pas les plafonds indiqués dans le tableau ci-après:

L'ordonnateur compétent s'assure, par l'utilisation du modèle de convention de financement en gestion décentralisée, que la séparation des fonctions d'ordonnancement et de paiement ou des fonctions équivalentes au sein de l'entité délégataire est effective et permet en conséquence de procéder à la décentralisation des paiements pour les contrats dont le montant ne dépasse pas les plafonds indiqués ci-dessous :

Travaux	Fournitures	Services	Subventions
< € 300.000	< € 150.000	< € 200.000	≤ € 100.000

4.2. Procédures de passation de marchés et d'octroi de subventions

Tous les contrats mettant en œuvre l'action doivent être attribués et exécutés conformément aux procédures et aux documents standards établis et publiés par la Commission pour la mise en œuvre des opérations extérieures, tels qu'en vigueur au moment du lancement de la procédure en cause.

La participation au marché pour l'action décrite par la présente fiche est ouverte à toutes les personnes physiques et morales visées par le règlement IEPV. L'ordonnateur compétent peut étendre la participation à d'autres personnes physiques ou morales sous couvert du respect des conditions établies par l'article 21(7) du Règlement IEPV. Les critères de sélection et d'attribution essentiels pour l'octroi de subventions sont définis dans le "Guide pratique des procédures contractuelles dans le cadre des actions extérieures de la UE». Ces critères sont établis conformément aux principes stipulés au Titre VI "Subventions" du règlement financier applicable au budget général. Toute dérogation à ces principes doit être dûment justifiée, en particulier lorsque :

- Le financement de l'action est intégral (dérogation au principe du cofinancement) : le taux de cofinancement maximal envisageable pour les subventions est de 80 %. Un financement intégral ne peut être accordé que dans les cas visés à l'article 253 du règlement de la Commission (CE, Euratom) n°2342/2002 du 23 décembre 2002 établissant les modalités d'exécution du règlement financier applicable au budget général de l'Union européenne.
- Dérogation au principe de non-rétroactivité : une subvention peut être octroyée pour une action ayant déjà commencé si le candidat peut démontrer la nécessité de démarrer l'action avant l'attribution de la subvention, conformément à l'article 112 du règlement financier applicable au budget général de l'Union européenne.

Tous les Devis-Programmes (DP) doivent respecter les procédures et les documents standards définis par la Commission, tels qu'en vigueur au moment de l'approbation des devis-programmes concernés (cf. le Guide Pratique des procédures applicables aux devis-programmes). La sélection et le déroulement des projets de jumelage seront effectués en accord avec les procédures et documents standards du Manuel de Jumelage.

4.3. Budget et calendrier indicatifs

La durée opérationnelle du programme est estimée à 48 mois à compter de la signature de la Convention de financement (CF) par les deux parties. Le budget financé par l'UE s'élève à 24 millions d'euros. La ventilation indicative du budget est précisée dans le tableau suivant :

Ventilation indicative du Budget	Contribution UE (€)
Budget de fonctionnement de l'UGP	1.500.000
Fonds opérationnels (assistance technique, jumelages,...)	22.000.000
Audit et évaluations, visibilité	250.000
Imprévus ¹	250.000
Total	24.000.000

4.4. Suivi de l'exécution

L'UGP établira des rapports d'activité semestriels décrivant en détail les progrès accomplis dans la mise en œuvre du programme ainsi que la situation financière par rapport à la période immédiatement précédente et depuis le début du programme. Le rapport d'activité exposera également les prévisions d'activité pour la période suivante. Le rapport d'activité présentera la situation concernant l'exécution budgétaire du programme ainsi qu'une synthèse concernant l'utilisation des moyens. Il présentera enfin une prévision budgétaire et d'utilisation des moyens pour la période à venir. Le rapport d'activité contiendra toute remarque, proposition, hypothèse pouvant éclairer les réalisations accomplies comme les prévisions d'activité. Il suggérera des révisions du DP, s'il y a lieu. Ces rapports seront présentés pour information au COPIL et approuvés par les autorités de tutelle.

A la fin du programme l'UGP préparera un rapport final décrivant la situation technique et financière du programme, une évaluation des résultats réalisés comparés aux objectifs poursuivis et des suggestions pour les actions futures. Le projet de ce rapport doit être soumis au plus tard trois mois avant la fin de la période de mise en œuvre. Le rapport final sera approuvé par le COPIL.

4.5. Évaluation et audit

La performance générale du programme sera analysée via des missions régulières de monitoring et des missions d'évaluation technique à mi-parcours et finale. Des évaluations pourront être faites aussi au niveau de projets de jumelage spécifiques.

Des audits du programme seront effectués régulièrement par des auditeurs indépendants. L'UGP entreprendra des audits internes et des évaluations selon les

---

¹ L'utilisation des imprévus est soumise à l'accord préalable de la Commission.

besoins. Ces opérations seront proposées dans le DP et les résultats figureront dans les rapports d'activité semestriels.

4.6. Communication et visibilité

Le programme respectera les dispositions du Manuel de visibilité de l'UE applicables aux actions extérieures, disponible sur le site web de la Commission suivant: http://ec.europa.eu/europeaid/work/visibility/index_en.htm. A titre indicatif, la communication autour du programme sera notamment assurée par des cérémonies de lancement, des séminaires de clôture de jumelages, des ateliers ainsi que des rencontres avec la presse. Les Etats Membres ayant remporté les appels à proposition des jumelages éditeront par ailleurs des brochures sur leurs jumelages respectifs qui mentionneront l'origine du financement.

Le programme est déjà doté d'un site web qui sera mis à jour au cours du P3A II. Le site web de la délégation mentionne également le projet et publie les appels à proposition en cours.